

FLN BEJAIA

Les militants menacent de boycotter le scrutin

Au lendemain de la date butoir du dépôt des listes de candidats aux législatives du 17 mai prochain, le voile n'est toujours pas levé sur le nombre des "partants" ayant réussi à déposer leurs dossiers au niveau de la DRAG et surtout une totale confusion règne quant à la participation du plus vieux parti algérien lors de ce scrutin. En effet, jusqu'à hier aux environs de 15h, les services de l'administration locale ne semblaient visiblement pas définitivement fixés sur le nombre exact des participants en communiquant seulement un premier chiffre provisoire de 24 partis et 4 listes d'indépendants.

A. Kersani - Béjaïa (Le Soir) - Il s'agit des formations les plus en vue dans la wilaya de Béjaïa, à savoir le RND, le RCD, Ennahda, le PT, le PST et le FLN mais surtout d'un nombre record de "sigles" que les Bougiotes ne découvrent que durant les échéances électorales.

Du côté des indépendants, seuls Meziane Belkacem, maire d'Amizour et ex-militant du RCD, Ikhoulalen Abdelwahab, un responsable de la FNTE, le D' Mansour Mohamed, directeur du CHU de Tizi-Ouzou et un certain Hamoura, maire d'Adekar, qui ont pu déposer leurs dossiers. Mais la liste des postulants qui suscite le plus d'interrogations à Béjaïa est incontestablement celle du parti de Belkhadem que l'administration locale annonce comme partante dans son communiqué alors que les

responsables locaux soutiennent le contraire. Ces mêmes responsables, que nous avons contactés, hier, affirment que la liste que devait remettre l'un des candidats tout comme les dossiers des postulants ont été "confisqués" et qu'aucune autre liste n'a été acheminée aux délais fixés. Dans les rangs des militants du FLN de Béjaïa qui "conteste fermement le choix des candidats par la direction politique", on soupçonne un "parti pris de l'administration" d'autant plus que c'est la formation au pouvoir.

Pour ces mêmes militants, "la réglementation est claire. Elle stipule clairement que c'est un candidat de la liste qui devait transmettre lui-même le dossier au niveau de la DRAG. A Béjaïa, ce n'est pas le cas", martèle-t-on. Pour le FLN à Béjaïa, il "est hors de question de cautionner" une liste de

candidats qui ne répond pas "aux ambitions" de leur formation.

Un responsable à la mouhafadha nous a déclaré que les militants ont décidé de "rejeter dans le fond et dans la forme la liste proposée par la direction nationale, le gel des activités du parti ainsi que le boycott des élections législatives". "Nous endossons l'entière responsabilité à la direction nationale qui n'a pas respecté les critères édictés par elle-même en violation de toutes les directives émanant du secrétaire général du FLN", nous dit un autre membre du bureau.

"La liste proposée n'a ni crédibilité envers la population ni base populaire", fulmine un élu de l'APW qui signale que dans la liste figureraient même d'autres personnes ayant des "antécédents judiciaires".

Une AG est prévue dans la journée d'hier à 17h pour mieux organiser une "riposte appropriée". Ladite rencontre devait regrouper tous les élus, les membres du bureau de la mouhafadha et les responsables des 52 kasma. Il faut noter également que les militants en sont arrivés aux mains dans la nuit de dimanche au moment d'une tentative de dépôt de la liste par un candidat à

qui l'on a confisqué les documents en présence d'un nombre important de cadres du parti venus des quatre coins de la wilaya après l'annonce des candidats.

Beaucoup regrettaient que des militants qui ont fait leurs preuves à l'image de la députée Moualfi Samia, ne figurent pas sur la liste. "Écartée pour ses positions en faveur du FLN légaliste de Benflis au profit de Fourar qui n'a fait que chauffer le banc durant deux mandats, Moualfi Samia est, sur tous les points, la mieux indiquée pour conduire la liste", ont témoigné plusieurs cadres du FLN devant des journalistes.

D'autres militants ne cessaient d'exprimer leurs sentiments d'indignation et une confiance trahie après plusieurs années de "loyaux services au parti". "Nous nous sommes sacrifiés pour le parti pour voir des opportunistes qui ne sont même pas militants détruire ce que nous avons construit à Béjaïa en citant à titre d'exemple les récentes victoires aux sénatoriales", fulmine encore un autre. Il faut souligner que la fronde est engagée dans les rangs du FLN à Béjaïa où le recours au boycott n'est pas à exclure.

A. K.

BOUIRA

18 partis et 4 indépendants pour 8 sièges

A Bouira, ce sont 18 partis et 4 listes d'indépendants qui ont pu enfin passer l'écueil de la justice et des signatures, en attendant celui de l'administration pour pouvoir se lancer dans la conquête des 8 sièges prévus pour la wilaya.

En effet, d'après des informations concordantes et en l'absence du directeur de la réglementation, injoignable pendant la majeure partie de la journée d'hier, nous avons appris que beaucoup de candidats qui se sont lancés dans les listes indépendantes n'ont pu passer le cap de la justice pour diverses raisons. D'ailleurs, à ce propos, nous avons enregistré la réaction de deux têtes de liste des indépendants. Le premier, le Dr Belkadi, s'est déplacé à notre bureau pour dénoncer ce qu'il considère comme une injustice à son égard. D'après lui, un deux poids, deux mesures a été observé au niveau de la cour puisque

sur les 160 personnes demandées par la juge pour les présenter devant elle, le candidat avait présenté 164 personnes mais malgré cela, la juge a refusé de valider sa liste. L'autre candidat indépendant qui a protesté n'est autre que le délégué Djaâfer Abdedou. Ce dernier a organisé, hier, une conférence de presse pour expliquer les raisons du retrait de sa liste.

Selon lui, la justice avait exigé auprès de lui la présentation de 160 personnes signataires alors que dans la loi relative aux élections, il n'est pas dit que c'est au candidat de les ramener devant la justice. Cela étant, il annonce avoir récolté plus de 5 400 signatures mais après l'exigence de présenter les 160 personnes parmi les signataires, il a préféré retirer sa liste et renoncer à la participation. Par ailleurs et concernant les partis lancés dans ces joutes, la liste du FLN dirigée par l'ancien ministre Kara Mohamed

Seghir a créé un mécontentement général au niveau de la base militante. La tension s'est exacerbée lorsque les militants apprirent que le 2e et le 3e de la liste sont tous deux natifs de Sour-El-Ghozlane.

Or, selon les observateurs de la scène politique locale, le choix du FLN n'est pas fortuit. En analysant les listes des autres partis et sachant que la partie berbérophone est presque acquise au RCD, et la région de Aïn Bessem au RND puisque la tête de liste est de cette région, il restait la région de Lakhadaria et celle de Sour-El-Ghozlane. D'où le choix de la tête de liste Kara de Lakhadaria et les 2e et 3e de Sour-El-Ghozlane.

Cependant, cette analyse risque de jouer de mauvais tours au FLN, puisque Sour-El-Ghozlane est représentée aussi par Yessaâd, l'actuel député qui a reconduit la liste de Hamas, et le RND qui a opté pour un candidat

de cette ville comme 2e de la liste, alors que Lakhadaria de Kara Mohamed Seghir est aussi représentée au RCD avec le 3e de la liste, Benbouabdellah.

Enfin, le chef-lieu de la wilaya pourra constituer un réservoir idéal pour le RCD si l'on se réfère au vent de protestation et de colère qui a gagné nombre de militants FLN, mais aussi et surtout au cas où les militants et autres sympathisants du parti d'Ait Ahmed décideraient de voter surtout que la tête de liste, en l'occurrence Ali Brahimi, membre du conseil national du RCD et militant infatigable au sein du MCB dont il était l'un des 24 détenus en avril 1980, n'est plus à présenter, ainsi que Ahmed Boutata, le président du BR et 2e de la liste.

Cela sans oublier le PT et les islamistes qui partent avec des listes différentes entre El-Islah, Nahda et Hamas.

Y. Y.

L'APN SE PENCHE SUR LE PROBLEME DE LA DESERTIFICATION

Coup de sirocco sur le groupe parlementaire du FLN

L'atelier sur la désertification en Afrique s'est ouvert hier à l'APN. Cette activité extraparlamentaire, la dernière de cette législature, se tient au lendemain de la clôture des listes électorales pour les législatives de mai prochain.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le hasard aura fait que l'ultime journée d'étude parlementaire de cette législature était consacrée à la désertification. Il est vrai que cette question est plus que jamais d'actualité. Plutôt deux fois qu'une. Bachir Chara, organisateur de cet atelier en sa qualité de président de la Commission permanente de l'Agriculture du Parlement panafricain, a bien évidemment rappelé dans son intervention les dangers qui pèsent sur l'Afrique.

Il a, en outre, demandé aux participants de ce workshop de présenter des propositions concrètes qui permettraient de ralentir l'avancée des déserts dans le continent. Toutefois, il était également question de "désertion" hier à l'APN. Mis à part Chérif Rahmani, tous les autres officiels étaient absents.

A commencer par Amar Saïdani qui s'est fait remplacer par un des vice-présidents de l'Assemblée. Abdelaziz Belkhadem s'est, pour sa part, excusé. Idem pour Sellal, Barkat, Harraoubia et Messahel qui n'ont pas répondu à l'invitation de la Commission permanente du Parlement panafricain. En fait, seul le ministre de l'Agriculture s'est fait représenter par son secrétaire général.

Pourtant, dans les couloirs de l'APN, on n'hésite pas à lier ces défections à la phase préparatoire des élections législatives du 17 mai. "Après ce qui s'est passé ces derniers jours au FLN, il ne fallait pas s'attendre à ce que Saïdani et Belkhadem soient présents aujourd'hui", notera un parlementaire. Il y a lieu de préciser que de nombreux députés du groupe FLN étaient hier à l'Assemblée. On imagine mal le secrétaire général du FLN au milieu de ceux qu'il a exclus la veille.

Et cette question "d'exclusion" était au centre de toutes les discussions.

On cite, notamment, les cas de ceux qui ont été retirés des listes à la dernière minute. A l'instar de Samia Moualfi, qui était tête de liste à Béjaïa, Mourad Boutadjine, en bonne position à Mila, ou encore du Dr Kamel Senhadji, le spécialiste de la lutte contre le sida qui a lui aussi été écarté de la liste de l'émigration.

"Belkhadem lui-même a reconnu dimanche, lors de la conférence de presse, que Abdelaziz Bouteflika a eu un droit de regard sur les listes. En clair, cela veut dire que le président est l'auteur de la purge. Moi je n'y crois pas vraiment", note une députée de la capitale. "Il est clair que le parti se dirige vers une situation inextricable.

Le FLN se dirige vers une nouvelle crise", souligne, pour sa part, Abdelkader Zidouk, élu de la wilaya de Aïn Defla en citant les noms de la quinzaine de députés de l'actuelle législature qui ont reçu la permission de se représenter.

Et pour éviter une éventuelle "traversée du désert", de nombreux députés FLN se sont empressés de déposer des dossiers pour faire valoir leurs droits à la retraite.

T. H.